

Débat national sur l'avenir de l'école

Novembre 2003

SYNTHESE DE LA QUESTION 2 :

Quelles doivent être les missions de l'école, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?

La première mission de l'Ecole est de garantir le **principe de laïcité**, qui seul peut permettre les conditions d'une instruction acceptée et reconnue par tous. Nous parlons d'instruction et non d'éducation car il semblait au groupe que l'éducation relève plus de la famille que de l'école.

L'Ecole se doit aussi d'avoir un souci d'**objectivité** dans la transmission des connaissances fondées sur des faits et constatées par chacun. Ce souci doit s'allier à la recherche d'un **esprit critique** chez les élèves. Les savoirs enseignés ne doivent pas être purement utilitaires et « consommables » mais participer à la formation intellectuelle et critique des élèves.

Conjointement à ces objectifs, l'école doit défendre une **culture générale, commune et républicaine**, dont les grandes orientations seront débattues et assumées démocratiquement (à l'assemblée nationale) et non par des technocrates.

L'Ecole a aussi pour mission de **sociabiliser et d'instruire** les enfants dès l'âge de deux ans, si les parents le désirent.

Puis elle doit garantir une **égalité des élèves** à l'enseignement de leur choix, en leur proposant des voies diverses **à l'intérieur d'un même établissement public**.

L'Ecole a la mission, plus qu'aujourd'hui, de **reconnaître l'erreur**, les échecs scolaires en ayant de véritables alternatives à proposer.

Dans cette optique, l'école se doit de promouvoir la **Formation Continue** afin d'offrir d'autres chances à chacun.

La séparation éducation/instruction est-elle pertinente?

Il s'agit en fait de séparer ce qui est du domaine de la famille (sphère privée) de ce qui est du domaine de l'espace public (l'école). Si l'instruction fait partie de l'éducation au sens large et participe à la construction de la personnalité, l'école n'a pas à remplacer les parents pour ce qui est par exemple des croyances.

L'affirmation trop forte de la laïcité ne risque-t-elle pas d'aboutir à une sorte d'intégrisme laïque? Doit-on par exemple sous prétexte qu'on ne peut intervenir sur les opinions (qui

relèveraient de la sphère privée) laisser remettre en cause d'autres valeurs républicaines comme la fraternité ou l'égalité?

Il faut donc sortir de des "prises de position" pour se situer, dans la mesure du possible, dans le domaine de l'objectivité scientifique, en rester au socle des connaissances. Grâce à la connaissance scientifique, on peut détruire les remarques fallacieuses.

Pour certains, le fait d'accepter la confrontation des points de vue peut être intéressant. Mais doit-on parler de tout. Doit-on faire entrer les problèmes extérieurs à l'école?

SYNTHESE DE LA QUESTION 5 :

Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

Le groupe se composait de 15 personnes : 4 parents, 2 élèves et 9 professeurs.

La discussion a surtout porté sur les matières fondamentales, l'accord se faisant sur 3 matières : le français, les mathématiques et les langues vivantes.

A) Le français

Par français, on entend la maîtrise de la langue (orthographe, conjugaison, syntaxe...), nécessaire pour comprendre un texte et s'exprimer correctement.

La maîtrise de la langue apparaît comme fondamentale parce qu'elle est nécessaire pour toutes les matières, et qu'une mauvaise maîtrise peut bloquer l'expression et handicaper un élève pendant toute sa scolarité.

Cette compétence doit se travailler à tous les niveaux, et l'on constate que les objectifs sont finalement les mêmes à la fin du primaire et à la fin du collège. Pourtant, tous les élèves n'arrivent pas à cette maîtrise, et se pose alors la question de la remédiation, compliquée par l'hétérogénéité des classes et par le peu de temps dont on dispose pour travailler les bases, considérées comme acquises, mais qui en réalité ne le sont pas.

B) Les mathématiques

Par mathématiques, on entend le calcul, car on constate que certains élèves sont dépendants de la calculatrice pour calculer, même pour des calculs très simples.

Certains font aussi remarquer que dans de nombreuses disciplines, en sciences et en économie en particulier, l'expression tient trop de place dans l'évaluation par rapport à la compréhension : certains élèves qui comprennent très bien mais qui ont du mal à s'exprimer sont pénalisés.

C) Les langues vivantes

Il apparaît indispensable aujourd'hui d'enseigner les langues vivantes, et il faut s'en donner les moyens : les 2 heures d'anglais par semaine en Tle S, exemple plusieurs fois évoqué, sont insuffisantes et ne permettent pas d'obtenir de résultats. De l'avis de beaucoup, soit on fait,

mais alors on s'en donne les moyens, soit on ne fait pas. En tout cas, le saupoudrage ne sert à rien.

La manière dont les langues sont enseignées est aussi critiquée : on les étudie comme le français (règles de grammaire, textes littéraires), alors qu'il vaudrait mieux privilégier l'oral, car le but doit être de savoir s'exprimer couramment, savoir parler et comprendre.

L'enseignement des langues vivantes au primaire paraît peu efficace, et il introduit des inégalités entre élèves, car les langues enseignées dépendent des écoles primaires, et peuvent en plus changer chaque année, sans cohérence d'ensemble. Néanmoins, une initiation aux langues vivantes est jugée nécessaire, afin que les élèves découvrent des langues et puissent choisir en 6^e : l'anglais ne suffit pas, il faut éviter que tout le monde étudie l'anglais en LV1 et l'espagnol en LV2.

Pour les élèves qui ont déjà des difficultés en français, les langues vivantes sont un handicap : la proposition est faite qu'ils aient la possibilité de n'étudier qu'une seule langue au lieu de deux.

La discussion sur les langues vivantes ramène à la question du saupoudrage : si la diversification de l'enseignement est une richesse, en revanche une trop grande diversification est nuisible. La semaine des élèves n'est pas extensible, et ajouter de nouvelles matières revient souvent à diminuer l'horaire des matières fondamentales. De plus, ces matières qu'on ajoute n'ont ni horaires ni moyens suffisants pour que l'enseignement en soit efficace et produise des résultats : ne vaudrait-il pas mieux, dès lors, les supprimer ?

Ces reproches sont faits aux IDD et aux TPE, accusés d'être une perte de temps et d'argent au détriment de matières fondamentales. Pour les défendre, certains font remarquer qu'ils peuvent permettre aux élèves en difficulté d'être valorisés. C'est d'ailleurs la même chose pour l'enseignement au collège de la musique, de la technologie, des arts plastiques et de l'EPS, qui permettent en plus aux élèves de se défouler au bon sens du terme.

SYNTHESE DE LA QUESTION 8

Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves

Groupe composé de 28 personnes : 20 enseignants et 8 parents

D'abord quelques questions :

Les programmes sont-ils adaptés ?

Les enfants travaillent-ils assez ? de la bonne façon ?

Comment développer chez eux le désir et le plaisir d'apprendre ?

On constate que lorsqu'un enfant a un projet, il ne compte plus son temps : l'enfant, curieux par nature, verrait cette curiosité « cassée par le système scolaire ? ». Comment faire alors pour maintenir cette curiosité ?

Parmi les offres de la société, celle de l'école est sans doute la plus difficile : comment lui apprendre que cette offre difficile est intéressante pour lui ? Une mère fait remarquer que les jeux vidéo sont parfois très difficiles, demandent un réel travail... mais procurent du plaisir...

On oppose plaisir et ennui.

Serait-ce l'hétérogénéité qui provoque l'ennui ?

Faut-il « isoler » ceux qui ne suivent pas pour leur proposer un soutien individualisé ?

Le « Collège Unique » a-t-il fait long feu ? On note un énorme décalage entre la curiosité des 6^è et la lassitude des 3^è... Doit-on reposer le problème de l'orientation ? Sans revenir au palier de fin de 5^è, ne peut-on proposer des filières professionnelles plus tôt dans la scolarité ? (débat contradictoire !!!)

Une personne émet l'idée de parcours diversifiés avec des classes à option dès le collège : les années collège auraient pour objectif d'acquérir un certain nombre de connaissances en 4 ou 5 ans où chacun avancerait à son rythme (2 ans de maths, 5 ans d'anglais...) avec une évaluation sous forme d'unités de valeurs (on supprimerait le brevet actuel). Ces parcours feraient une large part à l'alternance en entreprise qui permettrait de valoriser les compétences de chaque jeune.

Pour certains le collège fonctionne trop comme « un petit lycée » alors qu'il devrait avoir une spécificité.

On évoque le problème du manque d'autonomie des lycéens : n'ont-ils pas été trop assistés au collège ?

L'hétérogénéité des collégiens devrait être une source de richesse, elle devient un handicap à cause du manque de moyens : sans doute n'y a-t-il pas assez d'espace pour ceux qui n'iront pas en 2^{de} générale. Les enseignants ont l'impression de « garder » au collège des élèves qui n'y font plus rien ... et attendent leur 16 ans. Un parent évoque un exemple de tutorat entre élèves qui fonctionne bien : est-ce applicable partout ?

La notion de travail :

Comment donner ou re-donner aux enfants le goût de l'effort ? On se heurte à un problème de société : perte de la valeur travail... exemple familial...

Mais l'école peut insister sur la récompense pour valoriser l'effort et la progression si minime soit-elle.

On doit sans doute pouvoir tirer parti de l'hétérogénéité à l'aide du tutorat. Certains partent des aspects bénéfiques de l'aide entre camarades pour vaincre les difficultés. D'autres pensent au tutorat des adultes.

Faut-il des traitements différents selon les élèves? A-t-on suffisamment utilisé les pédagogies "autres" pour rendre plus actifs les élèves? Tandis qu'un parent fait l'apologie des méthodes dites "FREYNET", un enseignant insiste sur la nécessité de travailler d'abord pour le plus grand nombre et ensuite pour les cas particuliers. Mais s'agit-il d'opposer des méthodes? Tous s'accordent pour constater que les mêmes méthodes ne peuvent s'appliquer aux différents niveaux du parcours scolaire et, de fait ne s'appliquent pas à l'identique.

SYNTHESE DE LA QUESTION 10 :

Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves?

Le constat de départ est celui d'une orientation qui se fait souvent par l'échec. Comment donc remédier à ces problèmes qui font que beaucoup de choix se font par défaut? Il faut s'interroger davantage sur le projet personnel de l'élève mais essayer aussi d'organiser l'orientation comme un processus. En effet, à l'heure actuelle, trop peu d'élèves peuvent construire un projet d'orientation et beaucoup d'adolescents retardent leur(s) choix. La question est donc ici de savoir comment établir ce processus pour positiver l'orientation : pourquoi pas un carnet d'orientation qui recenserait l'itinéraire de l'élève, ses choix? L'élève, au centre du processus, doit voir autour de lui divers intervenants : parents, enseignants, conseillers d'orientation, maîtres de stage, etc. Il faut considérer que l'orientation est l'affaire de tous. Il apparaît également évident que le conditionnement de l'élève, son environnement, joue un rôle. Dès le collège (puisque c'est là où le problème apparaît le plus aigu), les élèves doivent trouver un enseignement pratique, technique, une connaissance des métiers (dans le Roannais, le forum des métiers contribue déjà à ce rôle : est-ce suffisant?). Ainsi, dès la cinquième ou la quatrième, les élèves trouveraient un éventail d'options selon le secteur professionnel et les études visés, ce qui a pour conséquence une nécessaire valorisation de la filière professionnelle et technologique. Ne faudrait-il pas également revoir la structure des lycées? En développant par exemple les lycées polyvalents qui voient cohabiter filière générale, filière technologique et filière professionnelle, ce qui permettrait à ces deux dernières filières d'être moins vécues, au moins physiquement, comme des voies de relégation, comme c'est souvent le cas aujourd'hui, puisque accueillant beaucoup d'élèves qui ont fait une orientation par défaut, par échec. Construire un processus d'orientation demande ainsi de développer très tôt les stages en entreprise, les rencontres avec des professionnels. Mais cela nécessite aussi de la part du monde de l'entreprise de s'engager vis-à-vis des jeunes, en manifestant une réelle volonté de les accueillir (les élèves ne sont en effet pas toujours attendus), en exprimant aussi des choix économiques très forts. La rémunération doit là avoir un impact fort à l'heure où l'on tente de revaloriser la valeur travail. Une représentante des parents d'élèves juge que l'école est aujourd'hui trop coupée du monde du travail (son avis n'étant pas discuté, ni a fortiori contesté, on peut penser qu'il y a un accord implicite des participants au débat sur ce point) : ne faudrait-il donc pas donner la possibilité aux enseignants de voir autre chose, que ce soit dans les entreprises publiques ou privées, donner la possibilité de faire autre chose que de l'enseignement ou un autre type d'enseignement? Aujourd'hui, le corps enseignant ne semble pas être dans cette optique. Pour améliorer le processus d'orientation, une idée semble faire l'unanimité : organiser des passerelles et le faire savoir. L'organisation de l'enseignement souffre en effet de trop de rigidités. Ne serait-il pas possible de prendre des passerelles en cours d'année, de mieux

prendre en compte les rythmes de l'élève (en préparant le bac en quatre ans au lieu de trois, en faisant une 1ère S en deux ans)? Il faut aussi, à tous niveaux, pouvoir évaluer les acquis pour savoir s'il est possible de prendre des passerelles. En bref, il faut montrer que rien n'est irrémédiable.

Cette question d'orientation renvoie aussi à la gestion du saut 3ème / seconde pour des élèves qui ont des problèmes pour apprendre à travailler, à acquérir une autre méthode de travail. Il y a une difficulté à répéter car il y a le programme (il faut donc être moins ambitieux à ce niveau). Un des progrès à effectuer est celui de consacrer du temps pour répéter. Ne faudrait-il pas par ailleurs à certains moments un programme libre? L'idée de développer l'interdisciplinarité pour développer le goût apparaît également. Enfin, puisque le problème de l'orientation par l'échec se passe surtout au niveau de collège, le débat glisse sur le collège unique : il y a nécessité de faire des sections diversifiées en un même endroit sans pour autant reléguer les élèves.

Un participant émet également l'idée d'imaginer un lieu où, une fois orientés, les élèves viennent suivre leur formation, éventuellement en organisant leur enseignement non par filières mais par pôles de formation, en présence d'adultes qui seraient vus plus comme des tuteurs, des accompagnateurs que des diffuseurs du savoir (en effet, aujourd'hui, le savoir est partout - les TICE sont à cet égard une révolution que l'école doit s'approprier). Toutefois, il apparaît nécessaire de ne pas laisser le contenu de cette formation continue au seul monde économique. La défense d'un principe d'un service public d'orientation, d'un service public professionnel s'impose.

SYNTHESE DE LA QUESTION 16

Les relations parents-professeurs

Les relations parents-professeurs vont en s'amenuisant du primaire au lycée. Au lycée il ne reste plus que la réunion parents-professeurs de seconde. Cela est lié à une demande ancienne des élèves d'être plus autonomes vis-à-vis de l'école et de leurs résultats scolaires.

Mais les parents souhaitent mieux connaître les professeurs, même au-delà de la seconde. La vision qu'ils ont des professeurs au lycée est celle de leurs enfants et ils pensent que le corps enseignant serait gagnant en améliorant cette connaissance.

Quand tout se passe bien il n'y a pas de relation.

Lorsqu'il y a des difficultés, elles existent, mais alors leur existence est conflictuelle. Il existe un certain manque de confiance vis-à-vis de la parole des professeurs, différent du compte-rendu de l'élève, ce qui entraîne la famille dans un certain repli protecteur sur elle-même, contre tout le reste dont l'école fait partie.

Les parents n'ont pas toujours conscience du comportement différent de leur enfant à la maison et à l'école.

Certains aussi ne réagissent guère aux remarques des professeurs (culpabilisation?)

D'autres se déchargent sur l'école et refusent d'assumer leur responsabilité de parents, en cas d'accident par exemple quand certains refusent de venir chercher leur enfant et demandent au collège ou au lycée d'appeler les pompiers.

- Les rencontres organisées dans notre cité scolaire sont positives (rencontres conviviales de début d'année avec présentation des équipes pédagogiques en 6^o et 2^o, réunions d'information avec le proviseur, rencontres parent-professeurs)...
... Mais elle ne sont pas assez nombreuses, à des heures qui ne conviennent pas toujours...
... Ou bien la participation des parents n'est pas aussi nombreuse que souhaitée.

Réponses possibles

Il faudrait que les contacts parents-professeurs soient moins épisodiques pour que se crée une habitude de participation à différents moments de la vie du lycée, autres que ceux strictement "pédagogiques et scolaires", exemples:

Cross du collège

Fête du collège

Rencontre réflexion débat comme celle d 'aujourd'hui.

Il faudrait que l'établissement devienne un "lieu de vie" pour dédramatiser les relations professeurs-parents..

Il faudrait que l'établissement ne soit pas trop grand et éventuellement implanté dans un lieu qui permette aux parents de se rencontrer "devant l'établissement" ce qui n'est guère le cas en centre-ville.

Favoriser la lisibilité du système éducatif aux parents, en particulier vis-à-vis de l'orientation.

Cela est un peu fait au collège dans le cadre de rencontres entre le professeur principal de troisième, les conseillers d'orientation, le principal, les parents et l'élève.

Inégalité constatée des parents devant l'école à cause de leur propre cursus scolaire ou pour d'autres raisons. La communication vers les parents doit être améliorée et adaptée à chacun.

Les Relations professeurs-élèves

L'enfant doit être reconnu

Rétablissement du professeur bivalent pour le collège qui disposerait ainsi de plus de temps pour connaître l'élève et qui découvrirait sa personnalité autrement que par la seule médiation d'une discipline? Cette proposition est plutôt rejetée par les enseignants, il faudrait redéfinir les charges de travail et les statuts, la formation. Un aspect négatif serait que si les relations sont difficiles avec l'enseignant, l'avoir plus longtemps devant soi poserait problème. Aussi, la richesse naît de la variété des adultes rencontrés.

Problème du déplacement des élèves entre chaque cours, il faudrait que chaque classe dispose de sa propre salle de classe.

Difficulté à mettre cela en œuvre pour des raisons matérielles (matériel coûteux ou lourd laissé en place dans des salles spécialisées).

Diverses interventions font part des difficultés des parents

- Faudrait-il éduquer les familles pour qu'elles s'intègrent mieux dans les établissements?
- Les parents sont inégaux devant l'école. Certains la redoutent pour diverses raisons. Mais sont-ils toujours les bienvenus?
- Certains parents de milieu très modeste ont du mal vis-à-vis de la barrière du langage.
- Entre les partenaires il doit y avoir du respect réciproque.

Certains intervenants souhaitent une plus grande polyvalence des enseignants en collège pour réduire le nombre des intervenants dans la classe et permettre une meilleure connaissance de l'enfant par l'enseignant. Il y a des oppositions à cette polyvalence qui peut paraître moins sûre sur le plan scientifique. En revanche on doit réfléchir à la possibilité d'une communication moins dispersée avec la famille.

Un enseignant se demande si le système ne se détruit pas lui-même puisque beaucoup d'innovations pédagogiques ont été tentées déjà mais n'ont pas abouti (durée trop courte pour leur mise en œuvre, moyens?).

Ce débat va-t-il aboutir?

SYNTHESE DE LA QUESTION 19 :

Faut-il donner davantage d'autonomie aux établissements et accompagner celle-ci d'une évaluation ?

On déplore que la question de l'autonomie soit liée à celle de la décentralisation. On veut bien d'une autonomie des enseignants, des équipes éducatives, mais la perspective d'une autonomie des établissements fait peur. Elle pourrait être dangereuse pour plusieurs raisons. Il y aurait un risque que ce soit la fin des programmes nationaux et qu'apparaissent des inégalités au niveau des examens : l'Education doit rester nationale.

Il y aurait un risque de créer des inégalités entre établissements, et d'assujettir l'éducation à l'économie. Il y a déjà, de fait, inégalité de public entre établissements publics, il ne faudrait pas l'aggraver. Cela pourrait être le cas si les proviseurs avaient la possibilité de recruter leurs professeurs. Mais des parents disent qu'il s'agit peut-être d'une question d'habitude et de mentalités, qui peuvent changer : dans le privé, et même dans la fonction publique, il y a des entretiens d'embauche, il faut savoir se vendre, alors pourquoi pas les professeurs ? Cette proposition est loin de faire l'unanimité.